

"En Afrique, la majorité des femmes passent une grande partie de leurs heures de travail à faire des travaux qui entretiennent la vie, tels que la cuisine, le nettoyage et la collecte de l'eau tout en produisant et en prenant soin de la ressource humaine", a déclaré à IPS, Richard Ssewakiryanga, directeur exécutif du 'Uganda National NGO Forum' [Forum national des organisations non gouvernementales (ONG) de l'Ouganda].

Le travail des femmes n'est pas reconnu, n'est pas pris en compte et, par conséquent, n'est pas rémunéré, a souligné Ssewakiryanga, un membre du 'BetterAid Global Facilitation Group' (Groupe mondial pour la facilitation d'une aide meilleure).

Un développement fondé sur l'égalité entre hommes et femmes est à la fois une façon de respecter les droits humains et un moyen d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), fixés en 2000 par les Nations Unies, visant à améliorer la vie des populations dans les pays en développement.

"Malheureusement, un manque d'intégration de l'autonomisation des femmes et de l'égalité des sexes dans les stratégies de réduction de la pauvreté, dans la participation politique et le développement durable, rendra difficile, pour beaucoup de pays africains, la réalisation des OMD, en particulier celui portant sur la réduction de l'extrême pauvreté et la faim", explique Wilfred Subbo, un maître de conférences à l'Université de Nairobi.

Cela est principalement dû au fait que les femmes et les hommes vivent la pauvreté de manières très distinctives, a précisé Subbo. Les femmes peuvent gagner moins d'argent pour le même travail fourni par les hommes seulement en raison de leur sexe. Fait intéressant, lorsque les hommes acceptent un travail considéré comme réservé aux femmes, tel que les soins infirmiers, ils sont payés plus.

Aux forums mondiaux, tels que le Forum mondial des femmes au sein du Forum de la société civile de Busan - et en prélude à la Conférence sur l'efficacité de l'aide, qui a commencé le 29 novembre - la question de l'autonomisation des femmes et de l'égalité des sexes est déjà au centre des discussions.

"Concernant l'Afrique, il est fréquent d'entendre des appels politiquement corrects vers l'amélioration de la santé maternelle, la réduction de la prévalence du VIH parmi les femmes qui continuent de souffrir d'au moins 60 pour cent du fardeau de cette maladie et même un appel pour que davantage de femmes accèdent à l'éducation, comme cela peut être noté dans les OMD", a déclaré Ssewakiryanga.

"Mais où est l'engagement financier? Une budgétisation sensible au genre doit faire partie de l'efficacité de l'aide", a indiqué Ssewakiryanga.

L'engagement financier, qui assure que les femmes seront capables d'accéder à l'éducation,

les gardera à l'école et réduira leur taux de fécondité. En outre, il améliore leur capacité à accéder aux emplois mieux rémunérés, rompant ainsi avec le travail occasionnel où la rémunération est faible.

Cet engagement a été suscité par divers acteurs, en particulier l'ONU-Femmes, une entité qui œuvre pour l'autonomisation des femmes, qui a vulgarisé la budgétisation sensible au genre comme un outil important pour les gouvernements dans la planification.

En outre, l'ONU-Femmes veille à ce que les politiques d'aide aient un aspect genre qui assure que l'assistance financière corrige les disparités entre les sexes dans l'éducation, la santé, la population active et d'autres secteurs.

Lorsque le gouvernement du Maroc, en Afrique du nord, a augmenté le nombre d'écoles primaires et secondaires dans toutes les campagnes, l'idée était d'améliorer l'accès à l'éducation, mais il n'était pas préparé à la réalité sur le terrain quand des statistiques ont révélé que 80 à 90 pour cent des filles ne vont pas à l'école.

Selon le ministère du Développement social, de la Famille et de la Solidarité du Maroc, cette situation avait été un produit des modèles traditionnels de renforcement des capacités par l'éducation, où l'accent était mis sur le nombre d'enfants qui allaient à l'école sans évaluer la disparité entre les sexes dans le système éducatif.

Heureusement, grâce à une budgétisation sensible au genre, qui est un outil crucial qui identifie les besoins des femmes et les aligne avec les budgets nationaux, le gouvernement a commencé par passer d'une augmentation des effectifs, aveugle sur le genre, à l'inscription des femmes dans l'éducation.

"L'histoire africaine a beaucoup de similitudes, la plupart de ces pays ont un ministère qui ne s'occupe pas que des questions des femmes, mais des femmes et des questions liées au genre", explique Tafadzwa Muropa, co-coordinatrice de 'Gender and Economic Alternatives Trust', une organisation à but non lucratif basée au Zimbabwe.

"Au Zimbabwe, dans la partie australe de l'Afrique, le ministère des Affaires féminines, du Genre et du Développement communautaire a été créé il y a plusieurs décennies, pourtant nous sommes encore loin d'atteindre l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes", affirme Muropa.

Il y a eu une absence d'engagement financier de la part des gouvernements africains vers des interventions qui peuvent améliorer la situation des femmes, dit-elle.

Muropa ajoute: "L'ONU-Femmes est l'une des organisations donatrices qui ont été constamment au premier plan dans le renforcement des capacités des organisations de la société civile afin qu'elles puissent faire pression sur leurs gouvernements pour une budgétisation sensible au genre.

"L'idée, c'est de passer de l'efficacité de l'aide à l'efficacité de développement, où les hommes

et les femmes contribuent au développement et en bénéficient équitablement". (FIN/2011)